

MASCARA

En quête de protection des espaces verts

A l'occasion de la Journée mondiale de l'arbre, une journée récréative a été organisée sur le site du bois de Khessibia.

Profitant des vacances, de nombreux enfants ont passé des moments agréables dans cet endroit paradisiaque reconnu mais qui fait face malheureusement à une dégradation quotidienne. Jaloux de ce patrimoine, de nombreux citoyens n'ont cessé de dénoncer l'absence de civisme des uns qui font preuve d'une passivité manifeste quand les autres s'attaquent aux

arbres et autres espaces verts. Les dégâts sont énormes et les beuveries sur ce site de Khessibia précisément se terminent par un gâchis avec des bouteilles et autres objets qui jonchent le sol. Ces pratiques sont quasi quotidiennes. La volonté des pouvoirs publics de réhabiliter les espaces verts est insuffisante et tous les efforts sont réduits à néant en l'absen-

ce de participation citoyenne pour juguler toutes ces atteintes à la nature. Où sont ces associations de pacotille dites de protection de l'environnement ? Il y a quelque part une démission collective, à commencer par l'école, les citoyens... Ces actions isolées ne peuvent donner de résultats car c'est une démarche globale et permanente qui doit être entreprise. L'on devrait ainsi prendre exemple sur cette association de la cité des 230-Logements qui a le mérite de sensibiliser les

enfants du quartier afin de préserver ce qui a été fait pour eux. Le message semble d'ailleurs avoir été reçu cinq sur cinq.

Quand des bambins lors de cette même journée nous ont déclaré, «ce jardin avec tout ce qui a été réalisé à l'intérieur a embelli notre cité et nous veillerons dessus», cela met du baume au cœur. Au passage, nous signalons que c'est la bagatelle de cinq milliards de centimes qui a été investie en cet endroit.

M. Medebber

BATNA

Zerhouni lance une formation au profit des présidents d'APC

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a lancé, lundi dernier à Batna, le cycle de formation au profit de 61 présidents d'APC. Le P/APC, connu pour être le premier magistrat de la commune, deviendra, selon ce programme de 24 jours, le premier gestionnaire de la commune. Que restera-t-il donc aux secrétaires généraux.

Les 12 formateurs axeront les cours sur les techniques de planification et de suivi des projets de développement des communes en plus de la méthodologie de gestion des opérations et ressources mises à la disposition des communes. Une attention particulière sera accordée à la communication et au développement du personnel et à la planification stra-

tégique avec six jours pour chacun des thèmes et les autres volets (lois, réglementation et pratiques) avec trois jours et finance, ressources humaines et surtout management opérationnel avec deux jours par module... Cette formation dont les objectifs ont été fixés à la suite de l'analyse des onze activités principales du P/APC apportera-t-elle des solutions à la prise en charge de l'état civil ? Permettra-t-elle d'assurer les prestations liées à l'hygiène, la salubrité publique et surtout l'amélioration du cadre de vie du citoyen, se demandent certains présidents ?

Quant à certains d'entre eux qui ne peuvent suivre la formation, le ministre de l'Intérieur rassure puisque, dit-il, «50% des P/APC ont un niveau universitaire et le reste secondaire». Batna certainement pas. La bonne nouvelle pour certaines communes de la wilaya reste la manne financière pour le règlement du fardeau de la dette, bien que le

chiffre avancé de 60 millions de dinars reste insuffisant pour Batna. Cette opération de formation des présidents des 1 541 communes du pays s'effectuera en deux sessions (741 et 800), sur huit centres et avec des groupes pédagogiques de vingt-cinq personnes.

L'encadrement de cette formation première du genre est assuré par 250 cadres universitaires principalement issus de l'UFC et cadres du ministère de l'Intérieur. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a longuement insisté sur le recouvrement des fiscalités au niveau local car, dit-il, «le montant récolté ne couvre pas le budget de fonctionnement». Enfin, notons que 220 secrétaires généraux ont reçu une formation sur la gestion (360 heures) et les chefs de daïra (300 heures) sur la communication, la gestion opérationnelle, le développement local et la gestion des crises.

Houadef Mohammed

AFFAIRE DU P/APC DE SAÏDA

Verdict le 1^{er} avril prochain

L'ex-président de l'APC de Saïda, M. Khaldoun, des élus, des entrepreneurs et des commerçants ont comparu en appel devant la chambre pénale de la cour de Saïda pour répondre des chefs d'inculpation de dilapidation de deniers publics, passation de marché illégale, recel de biens sociaux. Les prévenus qui ont défilé à la barre ont nié en bloc les faits qui leur sont reprochés, notamment l'ex-président d'APC.

Ce dernier s'est prévalu devant les juges de l'état d'urgence que présentait l'imminence d'une visite présidentielle et sous la pression de la tutelle ; il s'est trouvé contraint d'accélérer la cadence dans la réalisation des projets et ce, en respectant les textes régissant les collectivités locales et le code

des marchés publics. Ceci d'autant plus que les cinq projets s'inscrivaient dans la procédure dite «consultation restreinte», avons-nous appris auprès de l'avocat de la défense, Me Seddiki. Le procureur général a requis des peines allant de un à cinq ans de prison ferme. La défense, quant à elle, a déploré

le fait que cette affaire dont le caractère technique est évident n'ait pas connu son dénouement par les voies techniques et administratives. Me Seddiki a soulevé le fait que le wali et le représentant du Trésor public ne se soient pas constitués partie civile et ne se soient pas présentés ou fait représenter.

«C'est donc une affaire qui n'a causé de tort à personne», ironise-t-il. Il a en outre mis au défi le fameux dénonciateur, l'ex-élu et néanmoins président de la commission de l'urbanisme, M. Tandjaoui, qui a mis en branle la machine judiciaire par la lettre adressée à l'ex-wali de

Saïda pour «régler des comptes à l'ex-maire» et le pousser à démissionner de la commission et à des adversaires de venir à l'audience affronter la vérité. Par ailleurs, 57 personnes au total se sont retrouvées impliquées dans cette affaire qui défraye la chronique.

Toute la défense était unanime pour réclamer la relaxe de tous les prévenus sans avoir eu préalable soulevé des exceptions que la cour a jugé bon de joindre au fond et de se prononcer pour un seul et même arrêt qui sera rendu le 1^{er} avril prochain.

M. Benamine

AÏN-TÉMOUCHENT

Un plan pour sauver la viticulture

Dans le but d'arrêter l'arrachage massif des vignes et d'assurer l'écoulement de toutes les récoltes du raisin, une convention a été signée entre le transformateur les Grands Crus de l'Ouest (GCO) et quelque 3 000 viticulteurs de la wilaya de Aïn-Témouchent.

Cette convention vise à réceptionner toute leur récolte de raisin contre un préfinancement du GCO aux fellahs à raison de 2 000 DA l'hectare pour la taille des vignes, ainsi que les travaux phytosanitaires. L'annonce a été faite par le président de la Chambre d'agriculture, M. Amamra Mohamed, qui ajoute que cette option est venue à point nommé pour arrêter

l'arrachage des vignes, ainsi que pour sécuriser un tant soit peu les viticulteurs qui craignaient pour leurs récoltes le même scénario de l'année dernière où beaucoup d'entre eux n'ont pas trouvé preneur. Le GCO a obtenu pour la prochaine campagne une concession d'exploitation de 7 caves au niveau de Terga, Aïn-Tolba, Aghial, El-Amria, Oued Berkèche, El-Maleh et Chabat-El-Leham. Deux autres transformateurs se sont aussi montrés intéressés par l'achat des récoltes de raisin. L'ONCV a d'ailleurs conclu un précontrat avec les viticulteurs pour l'achat de leur raisin contre le versement de 10 000 DA/hectare.

Le transformateur compte pour la prochaine campagne des vendanges ouvrir la cave de Kéroulis en vue de collecter et transformer

toutes les récoltes de la daïra de Hammam Bou-Hadjjar. Pour l'avenir, la Chambre d'agriculture de la wilaya compte faire de Aïn-Témouchent un pôle régional en matière de raisin de table, puisqu'elle envisage de créer un marché de dimension régionale, voire nationale pour le commerce du raisin. La production a atteint 280 000 quintaux en 2006 contre la moitié en 2007 pour des raisons climatiques défavorables et l'apparition du mildiou. D'ailleurs, une opération de traitement phytosanitaire a été entamée cette semaine à travers tous les champs de vigne. Avec ce nouveau plan décidé par les transformateurs, les viticulteurs de la wilaya reprennent confiance quant à la vente de leur production.

S. B.

RELIZANE

3^e séminaire régional sur l'artichaut à Djidiouia

«Le développement de la culture de l'artichaut avec les nouvelles méthodes» est le thème d'un 3^e séminaire régional, organisé lundi au siège du Centre de loisirs scientifiques de Djidiouia. La Chambre d'agriculture a initié ce genre de rencontres sous le parrainage du wali de Relizane. Les travaux de cette rencontre ont été dirigés par des cadres et conseillers de la Chambre d'agriculture en présence des présidents des Chambres d'agriculture de l'ouest du pays.

Des étudiants de l'ITA de Mostaganem ont également pris part à cette manifestation. Quatre thèmes essentiels ont été présentés : «La salinité des sols dans le Bas-Chelif», «La festigation», «La lutte contre les noctuelles de l'artichaut», et enfin «L'exploitation des produits agricoles». Par ailleurs, il est à signaler que la wilaya de Relizane vient d'exporter huit tonnes d'artichauts vers la ville de Perpignan (France), une première expérience locale à Merdjat Sidi-Abed.

Une centrale électrique régionale à Belacel

Le secteur des mines et de l'industrie dans la wilaya de Relizane a bénéficié d'un important projet relatif à la réalisation d'une centrale électrique régionale pour une couverture des besoins en énergie électrique de plusieurs régions de l'ouest du pays, Relizane, Mostaganem, Mascara et Tiaret, selon une source de la direction des mines et de l'industrie de la wilaya.

Cette centrale sera implantée dans la zone industrielle de Belacel, une localité située à 11 km au nord du chef-lieu de wilaya, sur une superficie de 12 ha. La même source indique que le projet a été confié à une société française Alstom. Le montant du projet est estimé à 14,7 milliards de dinars et le délai de réalisation à 24 mois.

A. Rahmane

BOUIRA

Sept morts et cinq blessés dans deux accidents de la circulation

Dimanche, aux environs de 7 h, un terrible accident de la circulation a eu lieu sur la RN5 près de l'intersection menant vers la localité de Boularab, commune de Djebbahia, 25 km au nord-ouest de Bouira. Une fourgonnette transportant six travailleurs de l'entreprise canadienne Lavalin, chargée de la construction de la station de traitement des eaux du barrage Koudiat-Asserdoune, venant de Lakharia, a été percutée de plein fouet par un camion roulant en sens inverse. Le choc a été fatal aux passagers de la fourgonnette. Le chauffeur, grièvement blessé, a été évacué par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital de Lakharia. Une enquête est ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de ce terrible accident. Dans la même matinée, à 5 h, sur la RN8 reliant Tablat à Boussaâda, un autre accident a eu lieu au niveau de la commune de Bir-Ghbalou, 40 km au sud-ouest de Bouira, entre une voiture de marque Peugeot 504 et un fourgon de marque Boxer, faisant un mort et quatre blessés.

Y. Y.

CONSERVATION DES FORÊTS DE TLEMCEEN

Vaste opération de reboisement

Afin de préserver la couverture végétale dans la wilaya de Tlemcen, la Conservation des forêts a élaboré toute une stratégie, à savoir le suivi de toute opération de reboisement jusqu'à son achèvement et ce, après avoir établi une fiche technique avec les entreprises chargées de la réalisation de ce programme. Aussi, l'administration des forêts a pris l'initiative de procéder à la variété et la qualité des arbres plantés.

Faïza B.

BÉCHAR

Toujours pas d'éclairage public

L'APC semble désormais incapable de prendre en charge sérieusement le problème de l'éclairage public à Béchar. Les habitants de plusieurs quartiers de la ville se plaignent de cette carence qui dure depuis des mois à certains endroits. Pourtant, des sommes colossales ont été investies au cours de ces dernières années dans ce secteur.

Aussi, le wali avait mis à la disposition du service concerné les moyens matériels afin d'améliorer la situation, en vain. Il a été contraint par la suite de relever le responsable de ce service et d'ordonner à l'ex-APC de recruter un spécialiste. Malheureusement, le bricolage continue de prévaloir.

L'actuel P/APC nous a affirmé récemment que les caisses sont vides et il n'y a même pas de quoi acheter des lampes.

Liès Mourad